

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT**

**Bureau de l'Environnement**

**ARRÊTÉ PREFECTORAL**

**Du 11 août 2008**

**prescrivant, au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement,  
à Maître Gall-Heng, Liquidateur de la société KOLB ET CIE Forge et Atelier de Wasselonne,  
des prescriptions complémentaires relatives à la mise en place d'un réseau de surveillance,  
au traitement d'une pollution des sols  
au droit de son site à WASSELONNE**

**Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et en particulier son article R.512-31 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 mai 1923, les récépissés de déclaration du 21 novembre 1949 et du 25 octobre 1966 délivrés à la société KOLB ET CIE Forge et Atelier de Wasselonne, au titre de la loi du 19 décembre 1917 abrogée et substituée par la loi du 19 juillet 1976 codifiée dans le Code de l'Environnement susvisé,
- VU** les circulaires du 3 avril 1996 et n°96-208 du 18 avril 1996 énonçant les principes qui président au recensement des sites industriels potentiellement pollués, au diagnostic et à l'évaluation des risques induits, le cas échéant, par une pollution,
- VU** la décision de la Mission Inter Services de l'Eau du Bas-Rhin, en date du 27 novembre 2000 relative à la méthodologie d'intervention et aux objectifs de dépollution à atteindre dans le cas de pollutions concernant les eaux souterraines, en application de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996,
- VU** la circulaire du 8 février 2008 énonçant les modalités de gestion et réaménagement des sites pollués ;
- VU** le rendu d'un diagnostic environnemental, réalisé par la société ARCADIS sur le site de la société KOLB et Cie Forges et ateliers de Wasselonne sis 9, route de Strasbourg à WASSELONNE, enregistré sous le N°715.08.003 en date du 4 avril 2008 ;
- VU** le rapport du **28 mai 2008** de l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Alsace,
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 25 juin 2008 ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats du diagnostic environnemental susvisé mettent en évidence une pollution importante des sols par des hydrocarbures et des métaux tels que l'arsenic, le cadmium, le cuivre, le nickel, le plomb et le mercure ;

**CONSIDÉRANT** qu'un risque de transfert de polluants vers la nappe exploitée à l'aval du site par des captages AEP et vers les eaux superficielles de la Mossig est fortement suspecté ;

**CONSIDÉRANT** dans ces conditions, qu'il est nécessaire de surveiller la qualité des eaux souterraines au droit du site et de procéder à un complément d'étude visant à déterminer l'existence d'un impact sur la qualité des eaux souterraines et l'étendue des pollutions mises à jour ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de supprimer tout transfert possible des pollutions vers l'extérieur du site et de rendre le site compatible avec l'usage futur envisagé ;

**CONSIDÉRANT** que la liquidation judiciaire de la société KOLB ET CIE Forge et Atelier de Wasselonne a été confiée à Maître Gall-Heng Evelyne,

**APRES** communication à Maître Gall-Heng Evelyne du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - CHAMP D'APPLICATION**

La société KOLB ET CIE Forge et Atelier de Wasselonne, 9, route de Strasbourg à Wasselonne représentée par Maître Gall-Heng Evelyne, dont l'adresse est 5, rue des Frères Lumières à Eckbolsheim 67087 Strasbourg, intervenant en qualité de liquidateur judiciaire, ci-après désignée par : « l'exploitant », est tenu de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **Article 2 – SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant réalise, **sous 2 mois**, une étude hydrogéologique permettant de définir un réseau de surveillance des eaux souterraines à mettre en place sur le site.

Cette étude tient compte de la présence du captage d'eau potable implanté à environ 800 mètres au Sud-Est du site et détermine le nombre de points de surveillance, la fréquence des prélèvements et les paramètres à analyser.

Le rendu de l'étude est transmis à l'inspection des installations classées de la DRIRE Alsace.

### **Article 3 - LIMITATION DE LA PROPAGATION DE LA POLLUTION ET DE POLLUTION DU SITE**

Il appartient à l'exploitant d'obtenir un retour à la compatibilité de l'état des milieux avec les usages constatés aussi bien sur site et le cas échéant au delà des limites du site.

#### **Article 3.1 – Complément d'étude au diagnostic environnemental**

L'exploitant réalise, **sous 4 mois**, un complément d'étude visant à déterminer l'existence d'un impact sur la qualité des eaux souterraines et l'étendue des pollutions mises à jour dans le cadre du diagnostic environnemental susvisé.

Le rendu de l'étude est transmis à l'inspection des installations classées de la DRIRE Alsace.

### **Article 3.2 - Elaboration du plan de gestion**

L'exploitant élaborera le plan de gestion sur les sols et les eaux souterraines selon la méthodologie relative à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués du 8 février 2007.

L'exploitant étudiera particulièrement :

- en premier lieu les possibilités d'élimination des sources de pollution compte tenu des techniques disponibles et de leur coût économique ;
- en second lieu les possibilités de désactivation des voies de transfert en regard des mêmes considération technico-économiques.

Le bilan « coûts – avantages » devra fournir des éléments factuels de comparaison de chacune des solutions pertinentes sans chercher à produire une étude détaillée. L'arbitrage entre les différentes options de gestion possibles se fera au regard des perspectives de développement durable et de bilan environnemental global

L'argumentaire de l'exploitant pourra éventuellement se fonder sur une Analyse des Risques Résiduels (ARR)

### **Article 3.3 - Restitution du plan de gestion**

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées sous délai de **5 mois** un plan de gestion sur les sols et les eaux souterraines visant à rendre compatible les usages constatés aussi bien sur site qu'au delà des limites de ce dernier le cas échéant.

Afin d'apprécier la pertinence du plan de gestion dans sa globalité, l'exploitant veillera à justifier les choix retenus par un bilan « coûts/avantages » accompagné d'une synthèse technique et non technique non limitée à l'affichage de résultats de calculs de risque théorique.

### **Article 3.4 – Mis en œuvre des dispositifs visant à limiter la propagation des pollutions et dépollution du site**

L'exploitant est tenu de mettre en place les dispositifs découlant du plan de gestion limitant la propagation sous délai d'au plus **6 mois** et ceux destinés à la résorption sous délai de **8 mois**.

### **Article 4 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de WASSELONNE et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux

### **Article 5 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la société KOLB ET CIE Forge et Atelier de Wasselonne représentée par Maître Gall-Heng Evelyne, liquidateur judiciaire.

### **Article 6 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 7 – SANCTIONS**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

## **Article 8 – EXECUTION - AMPLIATION**

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
- le Maire de WASSELONNE,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à Maître Gall-Heng Evelyne, liquidateur judiciaire, représentant la société KOLB ET CIE Forge et Atelier de Wasselonne.

**LE PRÉFET,**

## **Délai et voie de recours**

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).